

# CONVENTION DE SERVITUDE AVEC ENEDIS SUR LES PARCOURS ZA 565 et ZA 587 – CHEMIN DES ESPRATS

Envoyé en préfecture le 07/03/2023

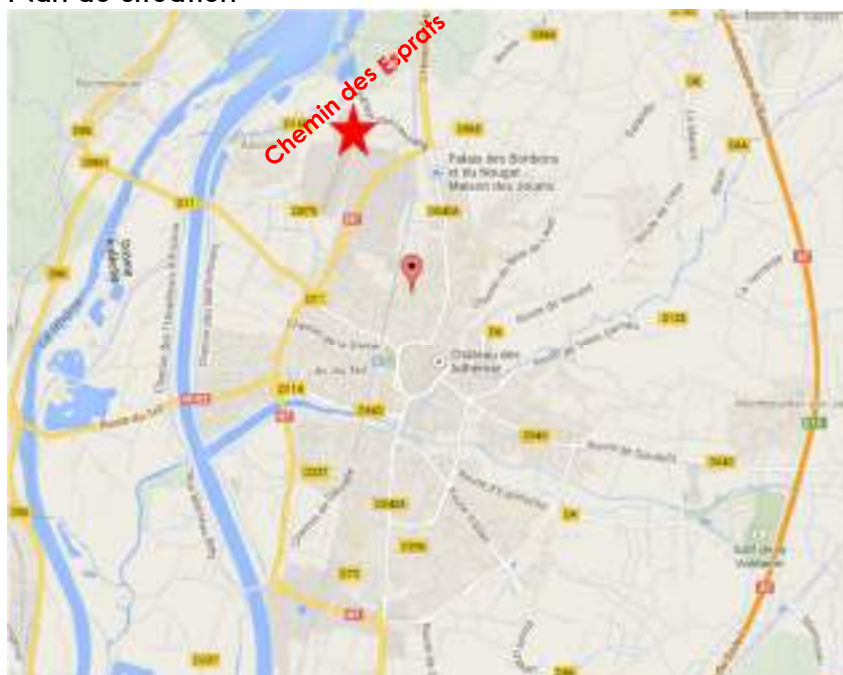
Reçu en préfecture le 07/03/2023

Publié le

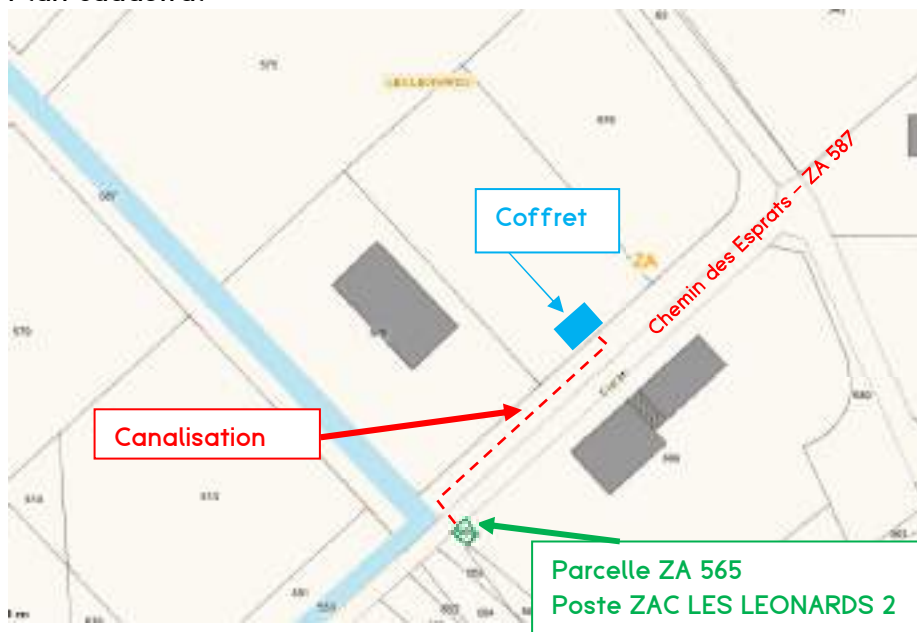
ID : 026-212601983-20230227-20230227\_402D-DE

S<sup>2</sup>LOW

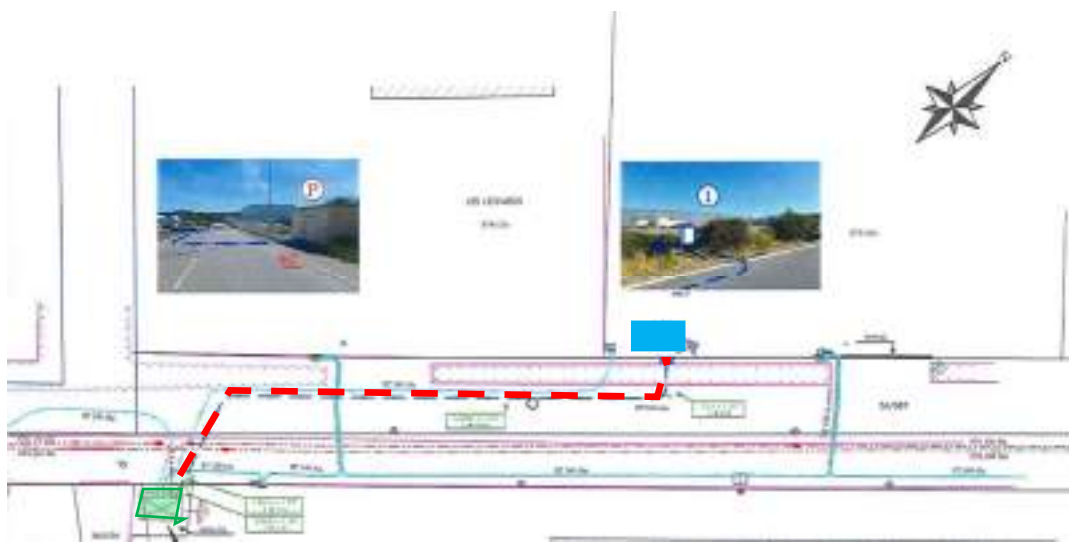
Plan de situation



Plan cadastral



Plan des travaux



## CONVENTION DE SERVITUDES

Commune de : Montélimar

Département : DROME

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DC24/104615 RHO-RAC C4 216KVA SAS TESTUD

Chargé d'affaire Enedis : HOSTE REYNALD

### Entre les soussignés :

**Enedis**, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, Immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 86444608442, représentée par Monsieur Patrick LYONNET, le Directeur Régional Sillon Rhodanien- 288 rue Duguesclin 69003 LYON, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par " Enedis "

d'une part,

Et

Nom \*: **COMMUNE DE MONTELMAR** représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....

Demeurant à : **LA MAIRIE 0000 PL EMILE LOUBET, 26200 MONTELMAR**

Téléphone : .....

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(\*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l'adresse de la société ou association.

(\*) Si le propriétaire est une commune ou un département, indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du....

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

# Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que les parcelles ci-après lui appartiennent :

Commune	Parcelle	Région	Numéro de parcelle	Usage	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures, légumes, prairies, pacage, bois, forêt, ...)
Montémar		ZA	565		
Montémar		ZA	0557	L AERODROME	

Le propriétaire déclare en outre, conformément aux articles R.523-1 à D.523-16 du Code de l'Energie, que les parcelles, ci-dessus désignées sont actuellement (\*) :

- ☐ non exploitée(s)
- ☐ exploitée(s) par lui-même
- ☐ exploitée(s) par

qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il les exploite lors de la construction de la(les) ligne(s) électrique(s) souterraine(s). Si à cette date, le demandeur a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.

(\*) ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par les articles L.323-4 à L.323-9 et les articles R.523-1 à D.523-16 du Code de l'Energie, vu le décret n° 67-856 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

## ARTICLE 1 - Droits de servitudes consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur les parcelles, ci-dessus désignées, la propriété reconnaît à Enedis, qu'elle propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

- 1.1/ Etablir à demeure dans une bande de 1 m de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 45 mètres ainsi que ses accessoires.
- 1.2/ Etablir si besoin des bornes de repérage
- 1.3/ Poser sur solde un ou plusieurs coffret(s) pour ses accessoires
- 1.4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abatage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que Enedis pourra coordonner ces travaux au propriétaire, sur le terrain le demandeur et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.
- 1.5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc)

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs étant accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Enedis veille à laisser la (es) parcelles concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son (ses) intervention(s) au titre des prescriptions.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions sauf en cas d'urgence.

## ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

2.1/ Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des

terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement  
 préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.  
 Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

2.2/ Si le propriétaire se propose soit de construire, soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il  
 devra faire connaître à Enedis par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile élu ci-dessus  
 mentionné, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en  
 fournissant tous les éléments d'appréciation. Enedis sera tenu de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de  
 l'avis de réception.

Si la distance réglementaire entre les ouvrages établis sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, Enedis sera  
 tenu de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques. Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix  
 technique arrêté par Enedis et à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le  
 versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

Si Enedis est amené à modifier ou à déplacer ses ouvrages, il pourra demander au propriétaire ou l'exploitant du terrain, compte  
 tenu de la durée pendant laquelle les ouvrages auront été inexistants, la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée  
 uniquement dans l'hypothèse d'un terrain agricole, boisé ou forestier, en application de l'article 3 ci-dessous.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés,  
 Enedis sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou du déplacement des ouvrages, sans préjudice  
 de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

### ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ La présente convention est conclue à titre gratuit, sauf lorsque la parcelle objet de la présente convention fait l'objet d'une  
 exploitation agricole, forestière ou agricole au sens des protocoles d'accord<sup>1</sup> conclus entre la profession agricole et Enedis, en  
 vigueur à la date de signature de la présente convention.

Dans ces seules hypothèses, Enedis verse à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci  
 de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er.

- ☐ au propriétaire qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (0 €) ;
- ☐ Le cas échéant, à l'exploitant qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (0 €) ;

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la  
 surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages  
 d'arbres autorisés au titre du paragraphe 3.1) font l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au  
 propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

<sup>1</sup> Protocoles "dommages permanents" et "dommages éphémères" relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques  
 aériennes et souterraines situées en terrains agricoles.

### ARTICLE 4 - Responsabilité

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation ou/ou de ses  
 interventions, causés soit son fait ou par ses installateurs.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée  
 par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

### ARTICLE 5 – Effets de la présente convention

En vertu du décret n° 67-866 du 9 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit  
 que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu à l'article L.323-4 du Code de l'Énergie.

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des  
 personnes qui ont ou qui acquerront des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de  
 propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées par les ouvrages électriques définis à l'article  
 1er, les termes de la présente convention.

### ARTICLE 6- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties  
 conviennent de rechercher un règlement amiable. À défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de

situation des parcelles.

## ARTICLE 7 - Entrée en vigueur

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

En égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Un exemplaire de la convention sera remis au propriétaire après accomplissement par Enedis des formalités éventuelles nécessaires.

La présente convention pourra faire l'objet d'un acte authentique par-devant notaire à la demande de l'une des parties, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Fait en QUATRE ORIGINAUX et passé à . . . . .

Le . . . . .

Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE MONTCLIMAR représentée par son (sa) . . . . ., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil . . . . . en date du . . . . .	

{1} Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"

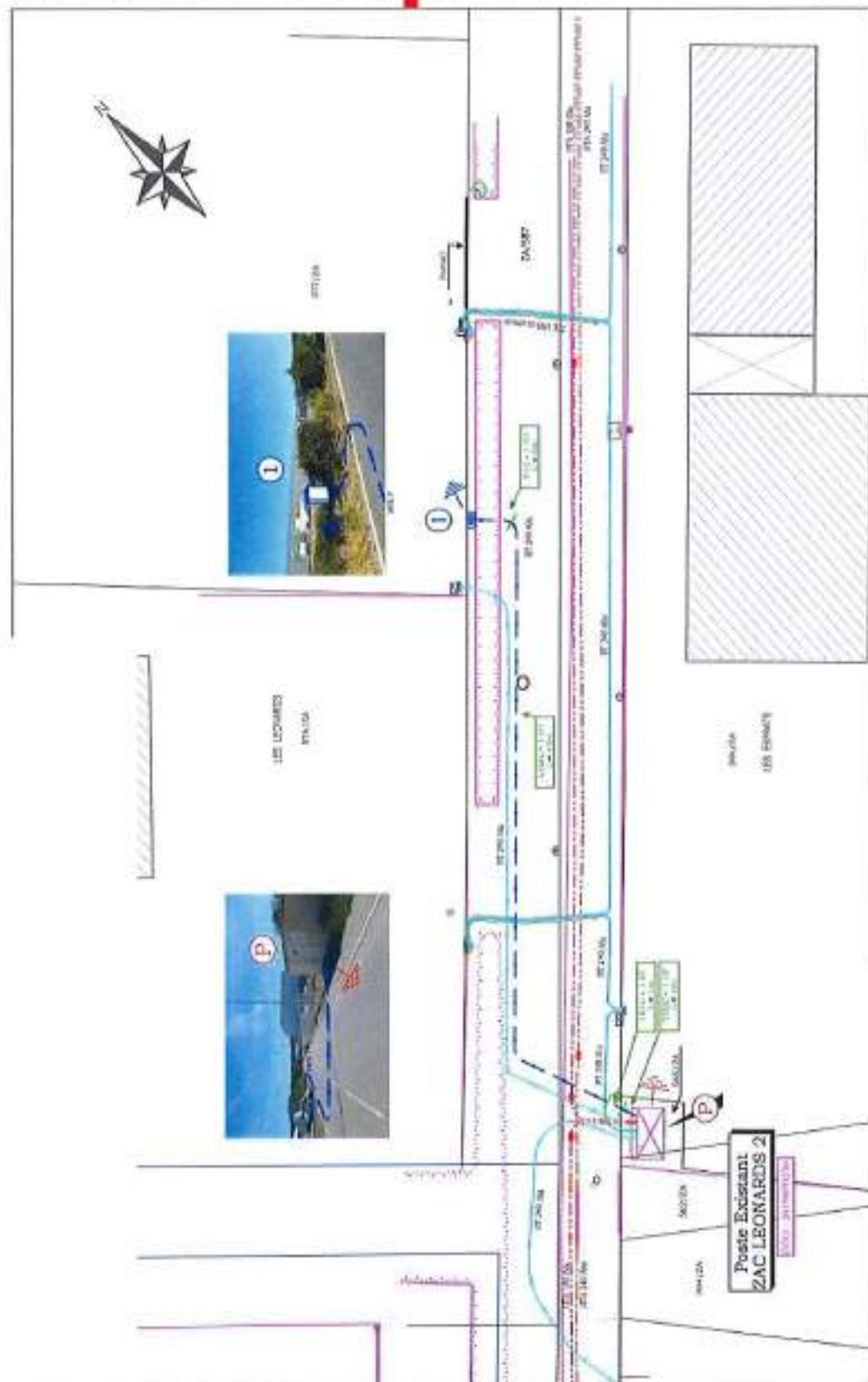
{2} Parapher les pages de la convention et signer les plans

Cadre réservé à Enedis

A . . . . .



Section : ZA Parcelle : 565-587 Lieu dit : LES LEONARDS



**MONTELMAR**  
RHO-RAC C4 216KVA SAS TESTUD  
N°ENEDIS : DC24/104615  
N° EUCLYD : 2205473FM

**enedis**  
L'ÉLECTRICITÉ EN RESEAU

**SIGNATURE DU PROPRIETAIRE**

Envoyé en préfecture le 07/03/2023

Reçu en préfecture le 07/03/2023

Publié le

ID : 026-212601983-20230227-20230227 402D-DE

3 **S<sup>2</sup>LO** 